

Paru dans l(es) édition(s): region

Épargne

Livrets A et bleus passent à 1,75 % dès dimanche

Alors qu'elle était au plus bas depuis un an, la rémunération du Livret A va remonter dimanche 1er août : elle passera de 1,25 %, son plus bas taux facial historique, à 1,75 %. Pour la ministre de l'Économie Christine Lagarde, il s'agit « d'une bonne nouvelle pour tous nos concitoyens ». Qu'en est-il vraiment ? « A 1,75 %, la rémunération du Livret A redevient attractive » estime Cyril Blesson, le directeur de la recherche économique de la société de conseils Seeds Finance. « L'inflation devrait rester stable durant les prochains mois » ajoute-t-il. Or « avec une inflation à 1,5% et un Livret A à 1,75%, les épargnants vont gagner 0,25%. Cela n'est pas beaucoup mais ils vont arrêter de perdre de l'argent, alors que l'inflation était redevenue supérieure à la rémunération de l'épargne » explique l'économiste Philippe Crevel. Fiscalisation peu probable Ce dernier estime

que cette hausse ne changera pas les grands équilibres de l'épargne : « les gens sont prudents et maintiennent un taux d'épargne élevé. De plus cette augmentation accompagnera le comportement des épargnants : après avoir dépensé pour les vacances et les soldes, ils commencent généralement à remettre de l'argent de côté en prévision des fêtes de fin d'année. » Pour Cyril Blesson, le passage de 1,25 à 1,75 % du taux du Livret A aura tout de même quelques conséquences sur les autres placements. « Les comptes à terme et les OPCVM seront un peu pénalisés. L'assurance vie connaîtra dans un second temps un léger coup de frein » prédit-il. Philippe Crevel concède aussi que les livrets fiscalisés, type livret de banque seront sans doute touchés. « L'assurance vie aussi, même s'il est difficile d'établir un lien entre les deux produits, qui

ont des finalités différentes » estime-t-il. Le coup de rabet sur les niches fiscales annoncé par le gouvernement va-t-il changer la donne pour le Livret A, qui est entièrement défiscalisé ? Pour les deux experts, cela est peu probable. « D'un point de vue macro-économique, un ajustement de la fiscalité du Livret A pourrait se justifier. En effet, une épargne sans risque ne permet pas de financer l'investissement et l'innovation. D'un point de vue politique, il paraît difficile de toucher au Livret A » affirme Cyril Blesson.